

Sécurité nationale

LES châteaux-forts, qui sont si bien en place dans nos paysages et dans notre imaginaire, ne sont pas tant le symbole de la conquête du pouvoir par une caste que les traces d'une époque d'insécurité dont le souvenir a été évacué de notre mémoire collective. Avec les ruines romaines, ils évoquent cet abîme de destruction sociale à partir duquel les sociétés européennes se sont construites à longueur de siècles en s'en remettant aux hommes de guerre qui les défendaient contre les pillards et aux hommes d'Eglise qui leur assuraient la « bonne mort » quand la menace de mort était omniprésente. Des peuples terrorisés ont largement « consenti » à cette structuration sociale où la noblesse et le clergé détenaient la totalité du pouvoir. Dans ce contexte la résistance à l'Islam conquérant et les croisades « construisaient » l'ennemi « mythique » nécessaire pour conduire les politiques de « sécurité nationale » qui sont à l'origine des nations européennes.

On ne peut cependant s'empêcher d'évoquer cette époque quand on observe la désintégration en cours dans certaines sociétés dont l'anarchie, consécutive à leur polarisation par la société industrielle, ne tardera pas à devenir explosive si se poursuit, par exemple, cette urbanisation à vide, sans création d'emplois, qui est une des caractéristiques les plus inquiétantes du sous-développement avancé. La recherche de la sécurité l'emporte alors sur toutes les autres aspirations. Les peuples deviennent disponibles pour les démocraties ou les régimes de sécurité nationale. Ceux qui se sont déjà mis en place, en Amérique latine par exemple, ont d'ailleurs anticipé sur l'anarchie ; les stratégies qui s'élaborent sur la base d'analyses géo-politiques intègrent, en effet, la prospective ; elles instituent la sécurité, au risque de figer les dynamiques sociales, avant que n'apparaisse l'insécurité.

Ainsi prend forme une nouvelle phase du système global qui s'est construit depuis que l'Europe est partie à la conquête du monde au XVI^e siècle, déclenchant la dialectique de la colonisation et de l'industrialisation, de la destruction de la périphérie par la structuration du centre qui s'industrialisait. Cette nouvelle phase qui sera peut-être celle du « capitalisme totalitaire » commence par la périphérie. C'est, en effet, dans la périphérie que les conditions de l'insécurité sont déjà réunies : on le voit par exemple en Afrique australe. Mais tout donne à penser que l'insécurité retournera vers le centre.

Est-ce le pressentiment de ce reflux qui détermine la lecture de ce qui commence à s'écrire sur la doctrine de la sécurité nationale ? Toujours est-il que, dès son lancement, le livre de J. Comblin (1) a été perçu comme un signal d'alarme. Nous commençons à sentir que nous ne sommes pas à l'abri des mises au pas qui sont intervenues en Amérique latine. « Si tu entends sonner le glas, ne te demande pas pour qui il sonne : il sonne pour toi ! » pouvait-on se dire pendant le débat organisé à la Fnac, fin octobre, autour de l'auteur. Quand le terrorisme se généralise, la sécurité devient une obsession et tout devient possible pour le maintien de l'ordre : la construction de châteaux-forts commence avec la multiplication des contrôles qui deviennent nécessaires dans les aéroports. Les « complicités » nécessaires sont déjà acquises pour la mise en place des indispensables sécurités.

Dans la mesure où un tel processus est déjà en route, il importe de savoir où il peut conduire. Le modèle qui s'élabore et se perfectionne en Amérique latine impressionne par sa systématisation, par sa rationalité élémentaire : pour la guerre totale et permanente contre le communisme international, il donne tout pouvoir à l'Etat, érigé en absolu, de qui dé-

coulent les droits concédés et les devoirs imposés qui se réduisent au devoir de produire en consommant le moins possible pour que fonctionne le système global.

L'ennemi « mythique », nécessaire pour une telle mobilisation forcée est le « communisme international » survolorisé à l'extrême au moment où il est lui-même fissuré et où les socialismes sont en pleine diversification. Il semble voué à jouer le rôle qui fut celui de l'Islam dans la structuration de l'Europe. L'obsession de l'ennemi est sans doute la condition de la concentration de la violence dont dépendent l'existence et le fonctionnement de l'Etat.

Ce qui fait encore défaut à ces nouveaux Etats c'est leur sacralisation ou leur légitimation en profondeur. L'évidence qui fera aller de soi leur domination. Dans le contexte latino-américain, où l'influence positiviste ne fut pas assez profonde pour une réelle « sécularisation », l'Eglise semblait devoir assurer les manipulations nécessaires pour qu'il n'y ait pas de doute possible sur la légitimité de la croisade. N'avait-elle pas été organisée dans le Celam pour la résistance au communisme ?

Rien n'est encore joué. Sans doute, le Celam, un temps plus préoccupé de justice que d'ordre, est-il en pleine « réorganisation ». Et nul ne peut prédire qu'il ne fonctionnera pas dans quelques années selon une ligne de légitimation « corrective » du système. Mais, dans plusieurs pays, des minorités ecclésiastiques, parfois très organisées, sont assez conscientes des enjeux pour être délibérément engagées dans la résistance à la logique totalitaire.

Mais si le modèle qui s'élabore là-bas peut un jour s'imposer ici, a fortiori, la position de l'Eglise en Amérique latine sera-t-elle déterminante pour l'avenir de l'Eglise universelle :

la prise de conscience en est à peine amorcée en Europe. Sans doute se fera-t-elle de périphérie à périphérie avant d'atteindre effectivement le centre. Dans certains pays d'Asie, on en sait quelque chose : quand les militaires se mettent à étudier la doctrine latino-américaine de sécurité nationale, les hommes d'Eglise aussi se demandent s'ils n'ont pas à s'inspirer de la réflexion de leurs confrères de ce continent ; d'Eglise de première ligne à Eglise sur la brèche, la prise de conscience et la réflexion circuleront ainsi jusqu'à peut-être atteindre le centre. Mais il y faudra du temps.

Saura-t-elle constituer l'espace au sein duquel l'expérience des Eglises affrontées aux nouveaux Césars sera perçue, comprise et partagée ? La faible diffusion des messages de ces Eglises comme messages « religieux » n'annonce guère cette solidarité dans l'analyse et l'information. Les Eglises ou les groupes religieux qui entrent en résistance sont trop perçus comme des minorités contestataires, tandis que, sous la pression des traditionalistes, la défense d'un ordre qui garderait encore quelque chose de chrétien semble devenir prioritaire. Une Eglise qui se concentrerait sur la défense de son identité mise en question depuis les débuts des temps modernes ne serait guère en mesure de saisir le défi d'un système qui la sollicite de le légitimer alors que sa pratique est à contre-courant d'un ressourcement évangélique largement déterminé par la réappropriation de « vérités chrétiennes devenues folles ». En redevenant la « religion civile » d'un tel système, elle manquerait radicalement son retour aux sources du christianisme primitif conduit par la rigueur de sa logique à refuser le culte à César.

Vincent Cosmao
in : LA CROIX, 6/12/1977

(1) Comblin (J.). *Le Pouvoir militaire en Amérique latine. L'idéologie de la sécurité nationale*. Paris. J.-P. Delarge, 1977, 228 p.

« Des conditions de vie déshumanisantes provoquent, surtout parmi les jeunes, des frustrations qui dé-

clenchent des réactions de violence et d'agressivité contre des structures et des situations de la société contemporaine. » Il

s'agit, souligne-t-il, d'une « société désacralisée, d'une société sans âme, d'une société sans amour ».

Paul VI, 1/1/1978